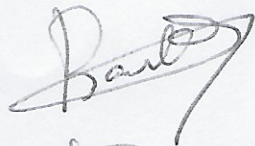


Contribution Thématique

L'éthique et la bioéthique


Michel BARBERO



LACAVR Denis



ROUSSE Jacques



VEZAT Alain



Faggian Françoise



VEZAT Noëlyse



GARCIA Ignace



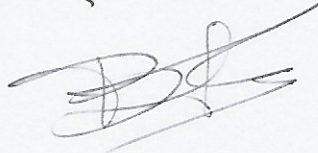
GARCIA Maxime



Audoubert Michel



Ferrand Bernard



secrétaire section Rieux Volvestre

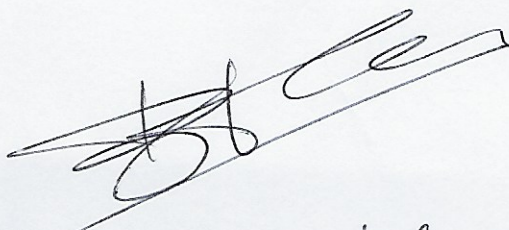
AG section de Rieux-Volvestre 31310

14 octobre 2020

Contribution Thématique "Éthique et bioéthique"

présentée par Garcia Bernard

Vote à l'unanimité des 10 militants
présents.



B. Ferrand secrétaire de la section Rieux Volvestre

CONTRIBUTION SUR L'ETHIQUE ET LA BIOETHIQUE

Nécessité d'une expertise en éthique et bioéthique dans notre société technophile

L'avènement des nouvelles technologies, à travers une ascension de la sphère technoscientifique, soulève de nombreux enjeux dans les domaines de l'éthique. Nous apercevons déjà la nécessité d'une éthique environnementale afin de limiter les dégâts issus de l'agir humain. Avec une augmentation exponentielle des aspirations libertaires, la société s'expose à de nouveaux enjeux éthiques propres à l'humain et pour lesquels il est impératif d'agir à travers l'encadrement de la bioéthique. Actuellement nous connaissons un encadrement au niveau mondial (le code de Nuremberg en 1947, la Déclaration d'Helsinki de 1964 et ses révisions, les trois déclarations de l'UNESCO, etc.), au niveau européen (la convention d'Oviedo en 1997, le traité Européen de Lisbonne en 2007, etc.), et au niveau national (des lois de bioéthique de 1994 au projet actuellement en révision). La bioéthique permet le juste équilibre entre l'individuel et le collectif, le possible et l'acceptable. Elle nécessite de revenir au respect absolu de la personne humaine.

Le néolibéralisme s'abat depuis trop longtemps sur notre société devenue capacitiste, prônant l'adaptation de l'homme à son environnement, faisant primer l'être en capacité, utile et performant, par le biais des nouvelles technologies. Il est alors impératif de recentrer nos efforts sur les valeurs propres à celui-ci. L'humanisme nous apparaît comme lointain et oublié alors qu'il est le maître de mot pour replacer l'être humain en tant que finalité absolue.

Nous avons pu apercevoir, au cours du projet de loi sur la PMA, une manière d'appréhender la bioéthique peu franche : entre conservatisme et progressisme extrêmes. En France, ce projet de loi a pour but de moduler l'aspect législatif afin de rattraper le retard accumulé ces dernières années dans les biotechnologies. La France doit être à la hauteur dans le domaine des brevets, des publications et des recherches pour rester dans la compétition de la mondialisation, du libre marché. Mais l'éthique, qui est un garde fou pour la recherche expérimentale, est accommodée, par les Etats Unis et la Chine, dans le but d'obtenir des brevets, d'effectuer des publications et des recherches pour assouvir leur soif intarissable de nouveautés biotechnologiques. Les lois françaises en matière de bioéthique sont trop archaïques pour faire face à la compétitivité internationale et doivent évoluer. Mais pour autant, la bioéthique doit-elle se soumettre au libre marché et l'humain doit-il être la pièce maîtresse d'une nouvelle bioéconomie ?

Voté en assemblée générale de la section de RIEUX-VOLVESTRE 31310 le 14/10/2020

Bien qu'il soit impératif et judicieux d'évoluer dans ces domaines, une précaution certaine et des décisions réfléchies doivent être engagées ; non pas sur l'ultime justification économique, mais sur les enjeux relatifs à la sauvegarde d'une éthique de l'espèce humaine.

Nous nous efforçons, depuis l'ascension de la sphère technoscientifique, à créer une post-humanité dans laquelle la nouvelle technologie sera la solution à l'ensemble des problèmes socio-économiques. L'investissement dans le domaine semble alors primer sur celui tendant à une réduction des inégalités socio-économiques et de santé, largement acceptable et réalisable par le biais d'une application réelle et efficace d'une justice sociale redistributive.

Lorsque nous examinons le débat relatif à la PMA pour toutes, entre les opposants et ceux qui acceptent sous condition d'une absence de prise en charge de l'acte par la sécurité sociale, nous pouvons nous demander où est passée la valeur républicaine consistant à l'égalité « entre » et « pour » tous. Lorsque que nous analysons le projet de loi de bioéthique, la tendance à démocratiser et étendre le champ des diagnostics anténataux, permettant la mise en évidence des malformations ou problèmes fœtaux et embryonnaires (susceptibles de conduire à un handicap de l'enfant à naître) ou celle à accepter l'embryon transgénique laissent paraître une forte volonté d'éviter toute forme de vulnérabilité plutôt que d'accepter la différence et d'adapter la société à celle-ci. Nous sommes à la porte d'un potentiel eugénisme libéral dans lequel l'être humain sera hétérodéterminé à travers l'extension des technologies liées au début de la vie. Avons-nous réellement envie de participer à la création d'une société capacitiste dans laquelle la naissance d'être en capacité, à visée économique, se verrait être un enjeu majeur ?

Le propos ne consiste pas à éviter toutes les innovations. Ces dernières peuvent se montrer bénéfiques pour l'humanité, et notamment dans le domaine de la santé. En outre, il est nécessaire que leur application soit encadrée. Non pas à travers la pression de la mondialisation, mais à travers de nombreuses réflexions menées par des experts dans le domaine. Le rôle des politiques dans les commissions de bioéthique est alors remis en question par la non objectivité dont ils peuvent faire part dans leurs décisions, potentiellement soumises à la compétitivité internationale. En outre, il est évident que les acteurs politiques seront les décideurs de l'application et de la validation des recommandations impulsées par les experts.

Nous avons pu remarquer, au cours de la pandémie COVID-19, l'importance et la nécessité d'une expertise dans le domaine de l'éthique. Nombreux sont les médecins ayant fait appel à ces experts en éthique de la santé. Alors que le domaine de l'éthique et de la bioéthique se développe très lentement en France, il est nécessaire de concentrer nos efforts dans son expansion. Les formations universitaires doivent se multiplier afin d'élaborer une réelle expertise dans la matière. Un budget doit être alloué pour la création d'emplois spécifiques dans ce domaine. L'éthique ne doit plus relever du bénévolat

mais doit être une expertise salariée et indépendante. L'indépendance des commissions doit être un axe prioritaire afin de mettre en place un cadre éthique optimal. A cela, s'ajoute la nécessité de mettre fin à la « toute puissance » médicale prônant un paternalisme certain, ainsi qu'à la suprématie des politiques en termes de décisions relatives au vivant. Les décisions relatives à ce domaine doivent être dépolitisées, désintéressées, dénuées de tout enjeu religieux et soumises à des commissions pluridisciplinaires comprenant des experts en éthique et en bioéthique dont la formation universitaire, déjà existante en France, se centre sur cette multidisciplinarité et sur le développement d'une réflexivité quant aux enjeux futurs. Prôner une France éthique, c'est adhérer à une France responsable, égalitaire, fraternelle, sociale, juste et raisonnable.

Le Parti Socialiste, depuis sa création, s'efforce de mettre en avant des valeurs humanistes dans lesquelles les inégalités sont un fléau pour la société. Il impulse la volonté de combattre ce système néolibéral et capitaliste dans lequel l'être humain, finalement peu libre, n'est qu'un moyen pour parvenir à une fin négative, celle du rendement et de l'efficacité. Il pense à une nation dans laquelle les hommes et les femmes tendent à être les maîtres de leur destin de manière autodéterminée et des éléments clés dans l'évolution sociétale. Il érige des actions au sein desquelles la solidarité et les droits de l'homme sont primordiaux et à mettre au premier plan. Alors pourquoi attendre avant de mettre en place une nation et un monde plus éthique, laissant la place aux capacités de tout un chacun, à leurs expertises, et non pas à la toute-puissance médicale et politique siégeant dans des comités décisionnels en matière d'éthique, afin de créer une société juste et responsable ?

Alors que nous avons déjà mis en péril notre condition même d'existence, à savoir notre environnement, voulons-nous réellement mettre en péril notre humanité ? Au vu des valeurs portées par notre Parti, il est nécessaire que ce dernier s'empare du domaine de l'éthique et de la bioéthique. Ce domaine consiste à la fois à anticiper, à façonner le monde du futur et à prévenir les dérives. Voulons-nous que nos enfants deviennent des moyens plutôt que des fins absolues ? Souhaitons-nous que notre bonheur soit dicté par le capitalisme, le libre marché et la nouvelle bioéconomie ?

Non. Il est alors temps de s'attaquer aux problèmes liés à l'humain, à son environnement et à sa condition d'existence. Il est temps d'imaginer un avenir dans lequel l'être humain n'est plus au cœur du libre marché et de la bioéconomie. Il est temps de faire primer l'éthique sur l'économie. Il est temps d'instaurer un encadrement juridique fort et reposant sur des réflexions d'experts dans le domaine. Il est temps de se rappeler de nos valeurs républicaines, encore affichées sur de nombreux bâtiments : liberté, égalité, fraternité, et de les associer à celles prônées par l'éthique : respect de l'être humain, bienfaisance et justice.

Bernard GARCIA